

## NOUVELLE-ZÉLANDE

Le dynamisme de la croissance, l'envolée des prix des produits de base, les tensions sur les marchés du travail et l'insuffisance des capacités ont récemment renforcé l'inflation, nécessitant une politique monétaire très restrictive depuis la mi-2007. L'appréciation du taux de change réel, le resserrement du crédit et le creusement des marges de crédit ainsi que la sécheresse provoquent un ralentissement de l'expansion économique en 2008. L'élargissement de l'écart de production devrait réduire les tensions inflationnistes d'ici la fin de l'année, permettant un assouplissement de la politique monétaire et une reprise de la croissance en 2009.

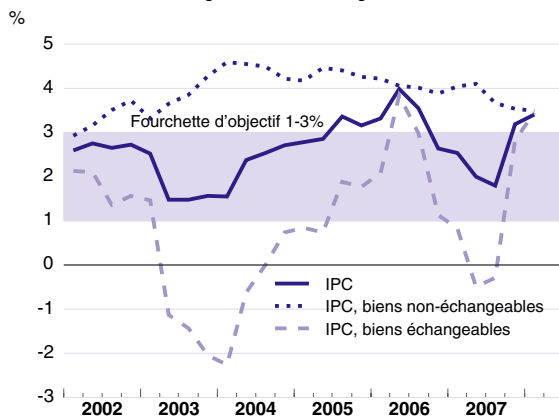
Les allègements d'impôt sur le revenu des personnes physiques et des entreprises représentent une utilisation judicieuse de l'excédent budgétaire, et la faiblesse de la dette publique brute permettra de mieux se préparer au vieillissement des populations. Toutefois, le poids de la dette extérieure constitue un point faible, surtout si le financement externe vient à se tarir. Il importe de réduire les distorsions fiscales qui favorisent l'investissement résidentiel au détriment de l'investissement productif, ainsi que celles qui découragent l'offre de travail.

### La demande ralentit

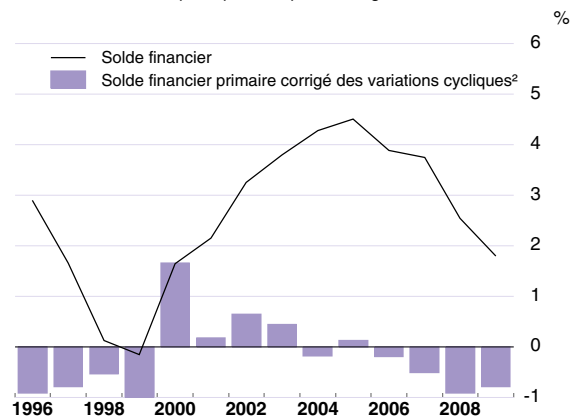
L'économie a enregistré une croissance de 3½ pour cent en 2007, grâce au niveau record des prix des produits de base, à l'accroissement du patrimoine résidentiel et à la forte progression des salaires et de l'emploi dans un contexte de tensions sur le marché du travail. L'investissement résidentiel s'est essoufflé à la fin de l'année, du fait de la répercussion du niveau élevé des taux directeurs sur les coûts d'emprunt, à laquelle est venue s'ajouter l'augmentation des marges financières. Jusqu'à présent, en 2008, l'atonie des ventes au détail et des ventes dans le secteur immobilier, conjuguée à une nette dégradation de la confiance des consommateurs, laisse présager un nouveau fléchissement sensible de la demande. Les

### Nouvelle-Zélande

**Les pressions inflationnistes perdurent**  
Pourcentage de variation en glissement annuel



**La politique budgétaire est expansionniste**  
Administrations publiques, en pourcentage du PIB<sup>1</sup>



1. En pourcentage du PIB potentiel pour le solde financier primaire des administrations publiques corrigé des variations cycliques.
2. Variation par rapport à l'année précédente. Un signe négatif montre une expansion budgétaire, un signe positif, une restriction budgétaire.

Source : Statistics New Zealand et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 83.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/375021260383>

## Nouvelle-Zélande : Demande, production et prix

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
	Prix courants milliards de NZD	Pourcentage de variation, en volume (prix de 1995/1996)				
Consommation privée	86.3	5.0	2.5	4.3	1.5	2.2
Consommation publique	25.9	4.2	4.7	4.4	4.2	3.0
Formation brute de capital fixe	34.8	3.9	-1.6	4.9	1.9	0.9
Demande intérieure finale	147.0	4.6	1.9	4.5	2.1	2.1
Variation des stocks <sup>1</sup>	0.0	-0.2	-0.7	0.3	-0.5	0.0
Demande intérieure totale	148.7	4.3	1.0	5.0	1.7	2.1
Exportations de biens et services	43.1	-0.4	1.7	3.6	3.2	4.2
Importations de biens et services	43.8	5.4	-2.8	8.9	4.7	4.1
Exportations nettes <sup>1</sup>	- 0.7	-1.7	1.3	-1.7	-0.5	0.0
PIB (dans l'optique de la dépense aux prix du marché)	147.9	2.8	2.3	3.4	1.3	2.1
Déflateur du PIB	–	1.8	2.4	4.1	3.9	1.8
<i>Pour mémoire</i>						
PIB (dans l'optique du produit)	–	2.7	1.5	3.1	1.6	2.1
Indice des prix à la consommation	–	3.0	3.4	2.4	3.4	2.8
Déflateur de la consommation privée	–	1.8	2.8	1.7	2.7	2.2
Taux de chômage	–	3.7	3.8	3.6	3.8	3.8
Solde des administrations publiques <sup>2</sup>	–	4.5	3.9	3.8	2.5	1.8
Balance des opérations courantes <sup>2</sup>	–	-8.5	-8.6	-7.9	-7.7	-8.1

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE: Sources et méthodes*, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 83.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/373263546156>

consommateurs sont confrontés aux vents contraires résultant de la hausse des taux d'intérêt et de l'inflation, et le tassement de la croissance des prix des logements se répercute sur leur bilan. De plus, l'emploi a fortement diminué au premier trimestre, bien qu'un recul du taux d'activité ait limité la montée du chômage à laquelle on a assisté. L'émigration nette (essentiellement à destination de l'Australie) a accentué les tensions sur le marché de l'emploi et a contribué à la faiblesse du marché de l'immobilier résidentiel en Nouvelle-Zélande. La sécheresse a empêché les exportateurs de tirer plus pleinement parti du renchérissement des produits laitiers, tandis que le niveau élevé du taux de change étrangle les producteurs de biens exportables. La confiance des entreprises s'est effondrée du fait du ralentissement de la demande et des profits, laissant entrevoir un fléchissement de l'investissement en dépit du niveau record de l'utilisation des capacités, ainsi que des pénuries de main-d'œuvre et de qualifications.

### L'inflation continue néanmoins à augmenter

La hausse des prix à la consommation s'est encore accélérée pour atteindre 3.4 % au premier trimestre 2008, soit un niveau supérieur à la fourchette retenue comme objectif par la Banque de réserve, sous l'effet du renchérissement des produits alimentaires, du pétrole, de l'électricité et des services d'enseignement, ainsi que de l'augmentation des loyers. Après

correction de l'augmentation des aides publiques accordées dans les domaines de l'enseignement et de la santé, l'inflation mesurée pour les produits ne faisant pas l'objet d'échanges internationaux était proche de 4 %. Les intentions des entreprises en matière de tarifs et les hausses de coûts généralisées laissent augurer une accélération de l'inflation. Malgré le fléchissement de l'économie et les risques de détérioration découlant de la situation financière mondiale, la Banque de réserve a envoyé un signal fort de sa détermination à lutter contre l'inflation, en laissant inchangé son taux au jour le jour à 8¼ pour cent, un niveau nettement supérieur à l'estimation de l'OCDE du taux d'intérêt neutre. La décision récente du gouvernement de retarder l'introduction d'un mécanisme d'échange de permis d'émission de gaz à effet de serre élimine un facteur supplémentaire de tensions inflationnistes immédiates.

### **La politique budgétaire est fortement expansionniste**

Un train de mesures de relance budgétaire à moyen terme (2008-2012) équivalant à près de 2¼ points de PIB a été annoncé en même temps que les budgets pour 2007 et 2008, les principales dispositions nouvelles apparaissant dans le domaine fiscal. Le taux de l'impôt sur les sociétés a été ramené de 33 à 30 % le 1<sup>er</sup> avril 2008, et le gouvernement a annoncé son intention d'alléger ultérieurement l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Conjuguée à des revenus d'investissements inférieurs de 1 milliard NZD aux prévisions pour le *New Zealand Superannuation Fund* (NZSF, Fonds de réserve pour les retraites de la Nouvelle-Zélande) et d'autres fonds d'État en 2007, cette relance budgétaire va ralentir l'accumulation nette d'actifs entamée en 2002 et éventuellement y mettre fin.

### **Les déséquilibres présents dans l'économie devraient se résorber**

La croissance du PIB devrait ralentir en deçà de 1½ pour cent en 2008, les taux d'intérêt élevés et l'inflation freinant la demande intérieure, et l'appréciation du taux de change et la sécheresse exerçant un effet similaire sur les exportations nettes. Après avoir atteint un sommet aux alentours de la mi-2008, l'inflation devrait refluer, l'orientation restrictive persistante de la politique monétaire entraînant un creusement de l'écart de production négatif. Il est supposé que la Banque de réserve pourrait commencer à assouplir l'orientation de sa politique monétaire d'ici à fin 2008 ou début 2009. Conjugué au retour à la normale des conditions météorologiques, cet assouplissement devrait permettre un rebond de la croissance à 2½ pour cent en rythme annuel d'ici à fin 2009, tandis que l'inflation refluerait à 2½ pour cent. Quant au déficit des paiements courants, il devrait se stabiliser aux alentours de 8 % du PIB.

### **La balance des risques semble équilibrée**

La poursuite des turbulences financières au niveau mondial pourrait nuire aux perspectives de croissance, étant donné l'importance de l'endettement extérieur – gonflé par des déficits annuels des paiements courants de 7 à 10 % du PIB depuis 2004 – qui a essentiellement servi à financer la consommation et le logement, et non l'investissement des entreprises. Même dans ces conditions, la persistance des tensions sur le marché du travail et les hausses des prix de l'énergie impliquent des risques d'accélération de l'inflation.

# Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des Perspectives économiques de l'OCDE

## **N° 82, décembre 2007**

Épargne et investissement des entreprises : évolutions récentes et perspectives

## **N° 81, juin 2007**

Tirer le meilleur parti de la mondialisation

Consolidation budgétaire : les leçons de l'expérience

## **N° 80, décembre 2006**

Les ménages sont-ils plus vulnérables du fait de leur endettement croissant ?

## **N° 79, juin 2006**

Les pressions budgétaires à prévoir pour les dépenses relatives aux soins de santé et aux soins de longue durée

## **N° 78, décembre 2006**

Le rôle des fondamentaux dans l'évolution récente des prix des logements

## **N° 77, juin 2005**

Mesurer et évaluer l'inflation sous-jacente

## **N° 76, décembre 2004**

Évolution des prix du pétrole : moteurs, conséquences économiques et ajustement des politiques

Comportement d'épargne et efficacité de la politique budgétaire

## **N° 75, juin 2004**

Marchés du logement, patrimoine et cycle économique

Les enjeux de la réduction du déficit de la balance courante des États-Unis

Cycle des prix actifs, facteurs exceptionnels et soldes budgétaires

Renforcer la convergence des revenus en Europe centrale après les adhésions à l'Union européenne

## **N° 74, décembre 2003**

Cyclicité de la politique budgétaire : le rôle de la dette, des institutions et des contraintes budgétaires

Relations financières entre l'État et les collectivités territoriales

Dépenses publiques : améliorer le rapport coûts-résultats

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Éditorial : après la tempête?</b> .....	7
<b>Chapitre 1. Évaluation générale de la situation macroéconomique</b> .....	11
Vue d'ensemble .....	12
Évolutions récentes .....	14
Les forces à l'œuvre et les risques .....	18
Perspectives de croissance .....	47
Enjeux de politique macroéconomique .....	53
Appendice 1.A1. Estimation des réactions de l'activité de la zone OCDE à divers chocs .....	68
Appendice 1.A2. Quantification de l'influence des conditions financières sur l'activité aux États-Unis .....	73
Appendice 1.A3. Le scénario de référence à moyen terme .....	80
<b>Chapitre 2. Évolutions dans les pays membres de l'OCDE et dans certaines économies non membres</b> ..	89
États-Unis .....	90
Danemark .....	146
Pologne .....	182
Japon .....	96
Espagne .....	149
Portugal .....	185
Zone euro .....	102
Finlande .....	152
République slovaque .....	188
Allemagne .....	107
Grèce .....	155
République tchèque .....	191
France .....	112
Hongrie .....	158
Suède .....	194
Italie .....	117
Irlande .....	161
Suisse .....	197
Royaume-Uni .....	122
Islande .....	164
Turquie .....	200
Canada .....	128
Luxembourg .....	167
Brésil .....	203
Australie .....	134
Mexique .....	170
Chine .....	208
Autriche .....	137
Norvège .....	173
Inde .....	213
Belgique .....	140
Nouvelle-Zélande .....	176
Fédération de Russie .....	218
Corée .....	143
Pays-Bas .....	179
<b>Chapitre 3. Conséquences pour la politique économique des incertitudes du côté de l'offre</b> .....	223
Introduction .....	224
Incidence des évolutions récentes sur la production potentielle .....	226
Le rôle des réformes structurelles dans l'augmentation de la croissance potentielle .....	229
Problèmes posés par l'évaluation de la situation conjoncturelle .....	232
Appendice 3.A1. Estimations illustratives de l'impact sur l'offre des variations des prix des facteurs ..	240
<b>Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des Perspectives économiques de l'OCDE</b> .....	249
<b>Annexe statistique</b> .....	251
Classification des pays .....	252
Mode de pondération pour les données agrégées .....	252
Taux de conversion irrévocable de l'euro .....	252
Systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour .....	253
Tableaux annexes .....	255

**Encadrés**

1.1.	Mesures prises pour améliorer le fonctionnement des marchés monétaires . . . . .	25
1.2.	Les permis de construire comme indicateur avancé de l'investissement résidentiel . . . . .	30
1.3.	Le recyclage des recettes pétrolières dans les économies de l'OCDE . . . . .	37
1.4.	La contribution du cycle d'activité et des fluctuations de change aux variations de la balance commerciale . . . . .	41
1.5.	Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions . . . . .	48
1.6.	Mesures des anticipations d'inflation . . . . .	55
1.7.	Hypothèses qui sous-tendent le scénario de référence à moyen terme . . . . .	81
3.1.	Explication de la dynamique du chômage structurel . . . . .	230
3.2.	Problèmes généraux posés par les mesures du cycle d'activité . . . . .	233
3.3.	Incidence des incertitudes concernant les indicateurs du cycle d'activité sur les prévisions d'inflation . . . . .	235

**Tableaux**

1.1.	La croissance devrait un peu ralentir . . . . .	12
1.2.	Les marchés du travail sont restés dynamiques . . . . .	16
1.3.	L'évolution des salaires reste modérée . . . . .	17
1.4.	Les prix réels du logement ralentissent ou diminuent . . . . .	31
1.5.	Le commerce mondial ralentit et les déséquilibres extérieurs sont en baisse . . . . .	45
1.6.	Les autres économies échappent-t-elles au ralentissement des États-Unis? . . . . .	46
1.7.	Baisse de la demande intérieure, partiellement compensée par la balance commerciale . . . . .	50
1.8.	Les situations budgétaires se détériorent . . . . .	61
1.9.	Impacts estimés si les risques se concrétisent . . . . .	69
1.10.	Détails des simulations des turbulences depuis fin 2007 . . . . .	71
1.11.	Récapitulatif des travaux antérieurs sur la construction d'indices des conditions financières . . . . .	74
1.12.	Effets estimés sur le PIB de chocs sur les variables financières . . . . .	75
1.13.	Pondérations utilisées pour construire les indices de conditions financières . . . . .	77
1.14.	Mesure du resserrement des conditions financières depuis le début des turbulences . . . . .	79
1.15.	Résumé du scénario de référence à moyen terme . . . . .	82
1.16.	Évolutions budgétaires dans le scénario de référence à moyen terme . . . . .	83
1.17.	Croissance du PIB potentiel et de ses composantes . . . . .	84
3.1.	Incidences illustratives estimées de chocs récents du côté de l'offre . . . . .	228
3.2.	Contributions de la réforme des marchés de produits et du marché du travail aux variations du chômage structurel . . . . .	231
3.3.	Révision moyenne absolue entre les premières estimations et les données finales . . . . .	232
3.4.	Estimations illustratives détaillées de l'incidence des hausses des coûts réels de l'énergie et du capital sur la croissance potentielle . . . . .	244

**Graphiques**

1.1.	Un ralentissement général mais différencié . . . . .	14
1.2.	Le prix des actions des institutions financières a chuté fortement . . . . .	20
1.3.	Les banques durcissent les conditions d'octroi de crédits . . . . .	21
1.4.	Les primes de risque ont crû fortement . . . . .	22
1.5.	Les conditions financières aux États-Unis se sont durcies malgré la dépréciation du dollar et la détente monétaire . . . . .	23
1.6.	Précédents cycles de l'investissement en logement dans les pays de l'OCDE . . . . .	28
1.7.	L'investissement réel en logement décline dans la plupart des pays . . . . .	28

1.8.	Les permis de construire de logements ont chuté fortement . . . . .	29
1.9.	Les défauts de paiement et saisies augmentent aux États-Unis . . . . .	32
1.10.	Le prix des produits de base évolue à des nouveaux sommets . . . . .	34
1.11.	Demande de pétrole dans la zone OCDE . . . . .	35
1.12.	Contributions à l'inflation globale des prix à la consommation . . . . .	39
1.13.	Les taux de change s'ajustent . . . . .	40
1.14.	La croissance globale ralentit . . . . .	49
1.15.	La vulnérabilité face aux vents contraires diffère selon les pays . . . . .	51
1.16.	Mesures de l'inflation globale et sous-jacente . . . . .	54
1.17.	L'inflation des prix à la production s'est accélérée fortement . . . . .	55
1.18.	Les revenus de l'impôt sur les sociétés ont baissé fortement . . . . .	60
1.19.	Taux d'intérêt bas et le boum de l'investissement en logement, 2001-2006 . . . . .	66
1.20.	Comparaison des indices des conditions monétaires (ICM) et financières (ICF) . . . . .	78
3.1.	Le taux estimé de chômage structurel aux États-Unis et dans la zone euro . . . . .	229
3.2.	Impact de l'incertitude affectant l'écart de production sur le solde structurel . . . . .	238

## Ce livre contient des...



# StatLinks



**Accédez aux fichiers Excel®  
à partir des livres imprimés !**

En bas à droite des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des *StatLinks*.

Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>.

Si vous lisez la version PDF de l'ouvrage, et que votre ordinateur est connecté à Internet, il vous suffit de cliquer sur le lien.

Les *StatLinks* sont de plus en plus répandus dans les publications de l'OCDE.

## Légendes

\$	Dollar des États-Unis	.	Décimale
¥	Yen japonais	I, II	Semestres
£	Livre sterling	T1, T4	Trimestres
€	Euro	Billion	Mille milliards
mb/j	Millions de barils par jour	Trillion	Mille billions
..	Données non disponibles	c.v.s.	Corrigé des variations saisonnières
0	Nul ou négligeable	n.c.v.s.	Non corrigé des variations saisonnières
-	Sans objet		

## Résumé des prévisions

	2007	2008	2009	2009								Quatrième trimestre			
				T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	2007	2008	2009
Pourcentage															
<b>Croissance du PIB en volume</b>															
États-Unis	2.2	1.2	1.1	0.6	1.0	-0.5	0.7	0.2	1.0	1.4	2.2	3.0	2.5	0.3	1.9
Japon	2.1	1.7	1.5	2.6	3.3	1.1	1.0	1.3	1.6	1.6	1.7	1.7	1.5	1.7	1.6
Zone euro	2.6	1.7	1.4	1.2	3.1	0.2	1.1	1.2	1.4	1.7	1.8	1.9	2.1	1.4	1.7
OCDE total	2.7	1.8	1.7	1.7	2.1	0.5	1.2	1.2	1.7	2.0	2.4	2.7	2.6	1.3	2.2
<b>Inflation<sup>1</sup></b>															
États-Unis	2.5	3.2	2.0	3.9	3.5	3.6	2.4	2.0	1.8	1.7	1.6	1.6	3.4	2.9	1.6
Japon	0.1	0.9	0.4	1.6	1.2	0.6	0.3	0.3	0.3	0.4	0.5	0.6	0.5	0.6	0.5
Zone euro	2.1	3.4	2.4	4.8	4.2	3.3	2.6	2.4	2.3	2.2	2.1	2.0	2.9	3.1	2.1
OCDE total	2.2	3.0	2.1	3.5	3.4	3.2	2.5	2.3	2.0	1.9	1.8	1.8	2.8	2.8	1.9
<b>Taux de chômage<sup>2</sup></b>															
États-Unis	4.6	5.4	6.1	4.8	4.9	5.2	5.5	5.8	6.0	6.2	6.2	6.1	4.8	5.8	6.1
Japon	3.9	3.8	3.8	3.9	3.8	3.8	3.8	3.9	3.9	3.8	3.7	3.7	3.9	3.9	3.7
Zone euro	7.4	7.2	7.4	7.1	7.1	7.2	7.2	7.3	7.4	7.4	7.5	7.5	7.1	7.3	7.5
OCDE total	5.6	5.7	6.0	5.5	5.6	5.7	5.7	5.9	6.0	6.0	6.0	6.0	5.5	5.9	6.0
<b>Croissance du commerce mondial</b>															
	7.1	6.3	6.6	4.8	6.5	6.1	6.1	6.3	6.6	6.9	7.0	7.1	7.2	6.2	6.9
<b>Balance courante<sup>3</sup></b>															
États-Unis	-5.3	-5.0	-4.4												
Japon	4.8	4.4	4.4												
Zone euro	0.2	0.1	0.0												
OCDE total	-1.4	-1.3	-1.1												
<b>Solde budgétaire corrigé des variations cycliques<sup>4</sup></b>															
États-Unis	-3.2	-5.2	-4.4												
Japon	-2.6	-1.6	-2.5												
Zone euro	-0.7	-1.0	-0.8												
OCDE total	-2.0	-2.8	-2.5												
<b>Taux d'intérêt à court terme</b>															
États-Unis	5.3	2.7	3.1	5.0	3.2	2.6	2.6	2.5	2.3	2.6	3.4	4.0			
Japon	0.7	0.8	0.7	0.8	0.8	0.9	0.9	0.8	0.7	0.7	0.8	0.8			
Zone euro	4.3	4.5	4.1	4.7	4.5	4.5	4.5	4.4	4.2	4.1	4.1	4.1			

Note : La croissance du PIB, l'inflation (croissance de l'indice des prix à la consommation ou du déflateur de la consommation privée pour le total OCDE) et la croissance du commerce mondial (moyenne arithmétique des importations et des exportations mondiales en volume) sont corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables et exprimées en taux annualisés. Les trois dernières colonnes sont en taux de croissance annuels s'il y a lieu et en niveaux par ailleurs. Les taux d'intérêt sont : États-Unis : eurodollar à 3 mois ; Japon : certificat de dépôt à 3 mois ; zone euro : taux interbancaire à 3 mois.

Les hypothèses sur lesquelles sont fondées les prévisions sont les suivantes :

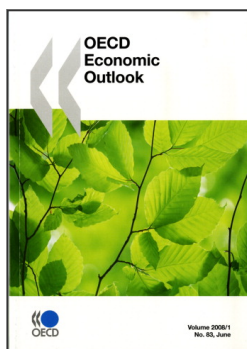
- les politiques budgétaires en vigueur ou annoncées restent inchangées ;
- les taux de change restent inchangés par rapport à leur niveau du 13 mai 2008 ; en particulier 1 dollar = 104.44 yen et 0.64 euros ;

Les prévisions ont été établies à partir de données collectées avant la date limite du 23 mai 2008.

1. États-Unis : Indice de prix des dépenses de consommation privées, Japon : Indice des prix à la consommation, Zone euro : Indice des prix à la consommation harmonisé
2. En pourcentage de la population active.
3. En pourcentage du PIB.
4. En pourcentage du PIB potentiel.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 83.





Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2008 Issue 1**

Accéder à cette publication :

[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2008-1-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2008-1-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2008), « Nouvelle-Zélande », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2008 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2008-1-26-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2008-1-26-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).